

SAINTE-ANNE

Les 300 agents des impôts redoutent leur déménagement

Il n'est pas question qu'on laisse brader le site! On se bat donc contre sa vente qui est prévue depuis 2009. Cela fait des années que l'on lutte et grâce au soutien des élus, on a déjà obtenu une annulation", expliquait hier matin Philippe Laget, co-secrétaire départemental de la CGT finances publiques 13. C'est à l'appel de l'intersyndicale CGT et Solidaires, hier que les agents des finances publiques de Ste-Anne se sont réunis en assemblée générale. Le site de Sainte-Anne, boulevard Baptiste-Bonnet, un des plus gros centres des impôts de la ville, gère autour de 300 agents, les impôts des particuliers des 7^e, 9^e et 10^e arrondissements. Mais aussi les services du cadastre, des hypothèques,



Le terrain n'est plus mis en vente. Les services de l'État réfléchissent à une réutilisation du site.

/ PHOTO A.W.

Le 1^{er} juillet une partie des services sera transférée rue Borde.

ques, de France Domaines, du contrôle fiscal. "Or la direction veut déménager rue Borde (8^e) France Domaines et les impôts des particuliers et des professionnels. C'est sûr qu'au deuxième étage, on a une vue splendide sur la mer. C'est le problème de ce type de quartier où les promoteurs se bousculent car le terrain est très prisé." Pour bon nombre d'agents, le déménagement ne serait pas une bonne évolution: "Le déménagement prévu en juin pour les services

des impôts des professionnels et des particuliers, ainsi que France Domaine sur le site de Borde est une aberration. La direction veut faire des économies budgétaires et entasser les agents. Cela va devenir un monstre administratif, avec à la clé des agents stressés le tout au détriment des usagers. Car cela signifie pour les jours de pointe plus de 5 000 contribuables par jour à informer. Et implique des conséquences catastrophiques tout d'abord au niveau du quar-

tier avec des risques de tension pour le voisinage à cause des nuisances (sonores et écologiques), et la circulation va vite poser problème. Et en parallèle, on peut craindre des suppressions d'emplois. Il y a forcément tout un volet qui est caché".

Les représentants du CIQ du quartier déploreraient eux aussi hier la situation, s'indignant contre la fermeture d'un service public indispensable. Pour Pierre Servant: "On est contre

ce déménagement car on sait que ce terrain va être récupéré et on refuse de faire du quartier une cité-dortoir sans service public. Et les axes de circulation à Sainte-Anne sont déjà insuffisants". Deux conseillères municipales des 6-8, Nathalie Pigamo (PS) et Marie-Françoise Palloix (Front de gauche) ont affiché leur soutien.

La vente suspendue

Contactée hier, la direction régionale a voulu apaiser le débat. "Il s'agit tout d'abord d'un contexte de rationalisation de nos locaux sur l'ensemble du territoire, ce qui explique cette opération de réinstallation rue Borde", précisait Bernard Pons, administrateur général des finances publiques et directeur régional adjoint. Oui, la vente est suspendue puisque l'on souhaite réétudier le dossier et voir si on ne peut pas utiliser le site pour d'autres services administratifs de l'État. Aucune décision n'est prise à ce jour à l'exception du transfert des services des impôts pour les particuliers, les entreprises et France Domaines." Pour la direction, le déménagement rue Borde effectif le 1^{er} juillet permet "une rénovation des bâtiments rue Borde et plus de moyens de transport qu'à Sainte-Anne". Bernard Pons rappelle "qu'il ne faut pas faire d'amalgame entre cette fusion et les suppressions d'emplois organisés au niveau national".

Agathe WESTENDORP

awestendorp@laprovence-presse.fr